

Emmerder...

Le président actuel de la République française et son gouvernement ont refusé de rendre la vaccination contre la Covid19 obligatoire. En substance ils admettaient que, certains, pourraient ne pas se faire vacciner. Une fois encore ces gens là sombrent dans l'incohérence. En effet vouloir « emmerder » les citoyens non-vaccinés, alors qu'il n'y a strictement aucune obligation de le faire, est une tentation liberticide et, par nature, totalitaire. Elle est en contradiction absolue avec cette liberté laissée à chacun, par ces mêmes autorités politiques, de regarder la protection face à cette maladie comme il l'entend et selon les règles reconnues de simple bon sens.

Il est cependant vraisemblable que l'équipe au pouvoir se moque éperdument des contradictions engendrées par la grossièreté du chef de l'État. Le but est tout autre. Il est évidemment électoraliste. Le président pense se mettre du côté de l'immense majorité des Français vaccinés, et, ainsi, tirer un bénéfice électoral en axant sa campagne, en vue des présidentielles, sur cette pandémie.

Outre le manque de respect pour nos concitoyens qui, sans nul doute, hormis les injections de produits venus de l'industrie pharmaceutique anglo-saxonne, prennent toutes les précautions nécessaires lorsqu'ils sont en contact avec la foule, ce président montre une absence totale de connaissance de la mentalité populaire et de sagacité dans ce que les Français attendent d'un chef de l'État. En effet, au delà des marginaux extrémistes dont les incroyables pitreries occupent les médias grand-public et les commentateurs zélés, le peuple français est fondamentalement respectueux des libertés publiques et comprend que l'on puisse user d'une liberté. En l'occurrence c'est le cas. Certains peuvent regretter cette attitude anti-vaccinale, mais en aucune façon, dès lors qu'elle est légale, admettre que l'autorité cherche à contraindre. C'est ça la démocratie!

Si ma supposition s'avère juste et que M. Macron veuille axer sa campagne sur l'efficacité dont il pense avoir fait preuve dans la lutte contre cette maladie, il risque bien des déconvenues. Il sera aisé, alors, de lui rappeler les aberrantes hésitations gouvernementales sur le port du masque, les attaques contre les médecins qui pensaient *soins* autant que prévention, les paroles imbéciles de quelques ministres, la désertion d'une autre décorée, ensuite, de la Légion d'Honneur, le fonctionnement erratique du comité scientifique, la politique hospitalière régie par la seule rentabilité économique, l'abandon de la recherche française sur le sujet pour l'enrichissement invraisemblable de sociétés étrangères, etc...

Si ma supposition est juste, les autres candidats auront beau jeu de lui dire que la fonction de chef de l'État n'est pas de prendre les attributions du Premier ministre et du ministre de la Santé, mais de s'occuper de l'avenir géopolitique de la France, c'est-à-dire de lui proposer une route pour un avenir, à moyen et long terme, en conformité avec sa dimension mondiale et en envisager les moyens.

Si ma supposition est juste, ce président, dont nous connaissons les sentiments davantage européistes que français, cherchera, par ce biais, à se prémunir d'attaques sur son engagement capitaliste et internationaliste dont nous venons récemment d'avoir une preuve aussi étonnante que scandaleuse avec l'enlèvement de notre drapeau sous l'Arc de Triomphe au profit d'une bannière bleue et l'illumination de la tour Eiffel, comme de l'Élysée, aux couleurs de l'organisation européenne.

Si ma supposition est juste, *l'emmerdeur* se plantera.

Henri ROURE